

Annuaire suisse de politique de développement

| 2003 |

Faits et statistiques



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

| Vol. 22 N° 1 |

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	XIII
1^{re} PARTIE: FAITS	1
1. POLITIQUE EXTÉRIEURE	3
1.1. LA SUISSE ET L'ONU	3
❑ <i>Votation sur l'adhésion à l'ONU</i>	
❑ <i>La politique de la Suisse au sein de l'ONU</i>	
❑ <i>L'adhésion de la Suisse à l'ONU</i>	
❑ <i>Premières activités lors de l'Assemblée générale de l'ONU</i>	
1.2. LOI FÉDÉRALE SUR DES MESURES DE PROMOTION CIVILE DE LA PAIX ET DE RENFORCEMENT DES DROITS DE L'HOMME	7
1.3. CRÉATION D'UNE COMMISSION FÉDÉRALE DES DROITS DE L'HOMME	8
1.4. «STRATÉGIE DE POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA SUISSE POUR L'EUROPE DU SUD-EST»	9
1.5. POLITIQUE EXTÉRIEURE EN MOUVEMENT	10
2. COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	13
2.1. COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE	13
❑ <i>Entrée en vigueur de la Recommandation sur le déliement de l'aide</i>	
❑ <i>Réunions annuelles du CAD</i>	
❑ <i>Rapport 2001 sur la coopération au développement</i>	
2.2. VOLUME DE L'APD DES PAYS DU CAD ET DE LA SUISSE	19
❑ <i>APD fournie par l'ensemble des membres du CAD</i>	
❑ <i>APD fournie par la Suisse</i>	
2.3. COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DE LA SUISSE EN 2001	20
❑ <i>Objectifs énoncés de la politique d'aide de la Suisse</i>	
❑ <i>2002 proclamée Année internationale de la montagne par l'ONU</i>	
2.4. DDC: COOPÉRATION BILATÉRALE AU DÉVELOPPEMENT	24
❑ <i>Répartition géographique de l'aide, 2001</i>	
❑ <i>Faits marquants pour la coopération bilatérale en 2002</i>	
❑ <i>Pays prioritaires de la DDC</i>	
2.5. MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DU SECO EN 2001	28
❑ <i>Les objectifs et instruments du seco</i>	
❑ <i>Versements d'aide bilatérale du seco en 2001</i>	
❑ <i>Réorientation des mesures économiques et commerciales</i>	
❑ <i>seco – Stratégie 2006</i>	
2.6. COOPÉRATION MULTILATÉRALE	31
❑ <i>Contributions multilatérales de la Suisse au titre de l'aide publique au développement</i>	
❑ <i>Coopération multilatérale avec des institutions de développement et d'aide humanitaire du système des Nations unies</i>	
❑ <i>Groupe de la Banque mondiale, banques de développement régionales et FIDA</i>	

2.7. AIDE DES ONG SUISSES	35
□ <i>Principales ONG suisses actives dans le domaine de l'aide</i>	
□ <i>Principaux pays d'intervention des ONG suisses</i>	
□ <i>Principales campagnes de sensibilisation des ONG suisses aux politiques de développement (2002)</i>	
2.8. FONDATION SUISSE SOLIDAIRES	36
2.9. PÔLE DE RECHERCHE NATIONAL NORD-SUD	37
<hr/>	
3. COOPÉRATION AVEC LES PAYS D'EUROPE DE L'EST ET DE LA CEI	39
<hr/>	
3.1. LES INSTRUMENTS	39
3.2. LES DÉPENSES EN 2001	41
3.3. LA COOPÉRATION PAR RÉGIONS	42
□ <i>Europe du Sud-Est</i>	
□ <i>Pays de la CEI</i>	
□ <i>La lutte contre la pauvreté pour thème transversal</i>	
<hr/>	
4. AIDE HUMANITAIRE	45
<hr/>	
4.1. RAPPEL DU CADRE INSTITUTIONNEL ET FINANCIER	45
□ <i>Adaptation du nouveau crédit-cadre par le Parlement</i>	
□ <i>Stratégie 2005 de l'aide humanitaire de la DDC</i>	
4.2. VERSEMENTS D'AIDE HUMANITAIRE EN 2001	47
□ <i>Répartition géographique de l'aide humanitaire en 2001</i>	
□ <i>L'aide humanitaire fournie par la DDC et ses partenariats</i>	
4.3. PRINCIPALES INTERVENTIONS EN 2002	49
□ <i>Eruption volcanique dans l'est du Congo</i>	
□ <i>Afghanistan</i>	
□ <i>Territoires palestiniens autonomes et occupés (TPAO)</i>	
□ <i>Inondations en Europe et Asie</i>	
4.4. ÉLÉMENTS D'IMPORTANCE TOUCHANT AU DOMAINE HUMANITAIRE EN 2002	51
□ <i>Améliorer la coordination de l'aide d'urgence internationale</i>	
□ <i>Aide alimentaire – partenariat avec le PAM</i>	
□ <i>Aide alimentaire et OGM</i>	
□ <i>Site Internet d'information sur la situation à Tchernobyl</i>	
<hr/>	
5. POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	55
<hr/>	
5.1. PRIORITÉS DANS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	55
□ <i>Objectifs généraux</i>	
□ <i>Axes prioritaires de la politique économique suisse envers les pays extra-européens et principaux instruments à disposition</i>	
5.2. POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE ET POLITIQUE DES DROITS DE L'HOMME	57
□ <i>Promotion des exportations et politique des droits de l'homme</i>	
□ <i>Partenariat public-privé: l'initiative Global Compact</i>	
□ <i>Diamants de la guerre</i>	
5.3. ACCORDS ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX	62
□ <i>Accords concernant la promotion et la protection réciproques des investissements</i>	

❑ Conventions de double imposition	
❑ Accords de libre-échange entre les Etats de l'AELE et des Etats tiers	
❑ Accords de commerce et de coopération économique	
5.4. GARANTIE CONTRE LES RISQUES À L'EXPORTATION (GRE)	66
❑ Nouvelles garanties accordées en 2001	
❑ Total des engagements de la GRE	
❑ Charte de la GRE et questionnaires relatifs au développement et à l'environnement	
❑ Cohérence entre la GRE et la politique de développement?	
<hr/>	
6. LE COMMERCE MONDIAL	73
<hr/>	
6.1. ÉVOLUTION DU COMMERCE MONDIAL	74
❑ Commerce mondial des marchandises par régions	
❑ Place des pays en développement et des pays en transition dans le commerce mondial	
6.2. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)	78
❑ Objectifs, fonctions et budget	
❑ Passage de témoin	
❑ Pays membres et nouvelles accessions	
6.3. ENJEUX DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES APRÈS DOHA	80
6.3.1. LE PROGRAMME DE DOHA ET SA RÉALISATION	80
❑ Déclarations de Doha	
❑ Décisions de Doha	
❑ Réalisation du Programme de Doha	
6.3.2. ORGANISATION DES NÉGOCIATIONS	83
6.3.3. NÉGOCIATIONS SUR L'AGRICULTURE	86
❑ Etat d'avancement des négociations et positions de la Suisse	
❑ Position des organisations non gouvernementales suisses	
6.4. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED)	92
❑ Objectifs, fonctions et budget de la CNUCED	
❑ Examen à mi-parcours entre la 10 ^e et la 11 ^e session de la CNUCED	
❑ Interactions entre le commerce et le développement	
<hr/>	
7. RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES	97
<hr/>	
7.1. FLUX FINANCIERS VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION	97
❑ L'aide publique au développement régresse toujours	
❑ Flux financiers privés: recul considérable	
7.2. INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX	103
❑ Rapport 2002 de la CNUCED sur l'investissement dans le monde	
❑ IDE: à qui profitent-ils?	
❑ Investissements directs en Suisse et depuis la Suisse	
7.3. ENDETTEMENT EXTÉRIEUR	105
❑ Tendances	
❑ L'initiative PPTE dans une phase critique	
❑ Réaménagement de dettes publiques	
❑ Dettes commerciales	
❑ Programme suisse de désendettement	
7.4. INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES	109
❑ Débat animé sur le développement	

❑ <i>Lutte contre la pauvreté</i>	
7.4.1. FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL	111
❑ <i>Triplement des crédits accordés</i>	
❑ <i>Surveillance renforcée</i>	
❑ <i>Réforme du système financier international</i>	
❑ <i>Politique de crédit et conditionnalité</i>	
❑ <i>Autres activités de la Suisse au sein du FMI</i>	
7.4.2. BANQUE MONDIALE	115
❑ <i>Crédits accrus</i>	
❑ <i>Efficacité de l'aide</i>	
❑ <i>Autres activités de la Suisse au sein de la Banque mondiale</i>	
7.4.3. LES SESSIONS DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS (IBW)	118
7.5. CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	119
<hr/>	
8. PLACE FINANCIÈRE SUISSE	125
<hr/>	
8.1. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT	125
❑ <i>Travaux sur le plan international: Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux</i>	
❑ <i>Evaluation du secteur financier de la Suisse</i>	
❑ <i>Application de la loi sur le blanchiment en Suisse</i>	
❑ <i>Révision des directives de la Commission fédérale des banques sur la lutte contre le blanchiment</i>	
8.2. LOI SUR LE PARTAGE DES VALEURS PATRIMONIALES CONFISQUÉES	129
8.3. DEVOIRS DE DILIGENCE DES BANQUES ET DES NÉGOCIANTS ENVERS DES «PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES» (PPE)	131
❑ <i>Affaire Montesinos (Pérou)</i>	
❑ <i>Accord de compromis dans l'affaire Abacha (Nigéria) ?</i>	
8.4. LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ ET CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME	133
❑ <i>Répression du financement du terrorisme</i>	
8.5. PLACE FINANCIÈRE SUISSE, SECRET BANCAIRE ET ÉVASION FISCALE	136
❑ <i>Pression de l'OCDE et de l'Union européenne</i>	
❑ <i>Revendications d'œuvres d'entraide</i>	
<hr/>	
9. DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DROITS DE L'HOMME	141
<hr/>	
9.1. SESSION EXTRAORDINAIRE DES NATIONS UNIES CONSACRÉE AUX ENFANTS	141
❑ <i>Bilan des douze dernières années</i>	
❑ <i>Forum des enfants</i>	
❑ <i>Négociations</i>	
❑ <i>Plan d'action pour les enfants</i>	
❑ <i>Position de la Suisse</i>	
❑ <i>Accord sur l'interdiction des enfants soldats</i>	
❑ <i>Mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant</i>	
9.2. SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION — CINQ ANS APRÈS	144
❑ <i>Situation de l'alimentation dans le monde</i>	
❑ <i>Négociations et déclaration finale</i>	
❑ <i>Position de la Suisse</i>	
❑ <i>Forum des organisations non gouvernementales</i>	
❑ <i>Bilan</i>	

9.3. LUTTE CONTRE LE SIDA	148
❑ <i>Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme</i>	
❑ <i>Rapport sur l'épidémie du sida</i>	
❑ <i>14^e Conférence internationale sur le sida à Barcelone</i>	
9.4. POLITIQUE INTERNATIONALE ET DROITS DE L'HOMME	150
❑ <i>Cour pénale internationale</i>	
❑ <i>Travaux de la Commission des droits de l'homme de l'ONU</i>	
9.5. CONFÉRENCES INTERNATIONALES	155
❑ <i>Conférence internationale du travail</i>	
❑ <i>Assemblée mondiale de la santé (OMS)</i>	
❑ <i>Sommet mondial sur la société de l'information</i>	
<hr/>	
10. ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT	159
10.1. DÉVELOPPEMENT DURABLE EN SUISSE	160
❑ <i>Le développement durable dans le cadre institutionnel suisse</i>	
❑ <i>Nouvelle «Stratégie 2002 pour le développement durable»</i>	
❑ <i>Etat des lieux de la mise en œuvre du développement durable en Suisse</i>	
10.2. SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	166
❑ <i>4^e Conférence préparatoire à Bali</i>	
❑ <i>Les deux documents adoptés lors du sommet</i>	
❑ <i>Nouveaux partenariats</i>	
❑ <i>Position suisse</i>	
❑ <i>Bilan du sommet</i>	
❑ <i>Perspectives de suivi du sommet au niveau suisse</i>	
10.3. MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	173
❑ <i>Réchauffement climatique et évolution mondiale des émissions de dioxyde de carbone</i>	
❑ <i>Ratification du Protocole de Kyoto</i>	
❑ <i>8^e Conférence des parties à New Delhi</i>	
❑ <i>Politique climatique de la Suisse</i>	
❑ <i>Evaluation internationale de la politique climatique de la Suisse</i>	
10.4. MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR LA BIODIVERSITÉ	180
❑ <i>La 6^e Conférence des parties, avril 2002</i>	
❑ <i>Le partage des bénéfices</i>	
❑ <i>Ratification par la Suisse du Protocole de Cartagena</i>	
❑ <i>Législation suisse en matière de génie génétique (Gen-Lex) et brevetabilité du vivant</i>	
10.5. AUTRES CONVENTIONS INTERNATIONALES RELATIVES À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	187
❑ <i>Convention sur la lutte contre la désertification</i>	
❑ <i>Protection de la couche d'ozone</i>	
❑ <i>Commerce et utilisation de produits chimiques toxiques</i>	
❑ <i>Convention sur les POP</i>	
❑ <i>Convention PIC</i>	
❑ <i>Convention de Bâle</i>	
10.6. MÉCANISME DE FINANCEMENT POUR LES PROJETS ENVIRONNEMENTAUX	194
❑ <i>Fonds our l'environnement mondial (FEM)</i>	
❑ <i>Fonds pour l'ozone</i>	
❑ <i>Contribution de la Suisse aux mécanismes de financement de protection de l'environnement mondial</i>	

11. POLITIQUE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET POLITIQUE DE PAIX DE LA SUISSE	199
11.1. STRATÉGIE DE LA POLITIQUE DE PAIX	199
11.2. SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET TERRORISME	201
11.3. INSTITUTIONS SUISSES DE PROMOTION DE LA PAIX	201
11.4. MINES ANTIPERSONNEL	203
11.5. ARMES LÉGÈRES	204
11.6. BIOTECHNOLOGIE ET ARMEMENT	204
11.7. DÉSARMEMENT CHIMIQUE	205
12. POLITIQUE D'ASILE ET QUESTIONS MIGRATOIRES	207
12.1. POLITIQUE D'ASILE	207
❑ <i>Demandes d'asile déposées</i>	
❑ <i>Octroi de l'asile</i>	
❑ <i>Des retours et des renvois</i>	
❑ <i>La nouvelle loi sur l'asile</i>	
❑ <i>L'initiative «contre les abus dans le droit d'asile»</i>	
12.2. POLITIQUE DE MIGRATION	216
❑ <i>Les immigrés en Suisse. les premiers résultats du recensement 2000</i>	
❑ <i>Politique d'admission</i>	
❑ <i>Politique d'intégration: la loi sur la naturalisation et les droits politiques</i>	
 2^e PARTIE: STATISTIQUES	
INTRODUCTION	227
1. COMMERCE	231
COMMENTAIRE	231
1.1. STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA SUISSE	234
❑ <i>Principaux courants commerciaux: importations, exportations, solde de la balance commerciale</i>	
❑ <i>Commerce avec le tiers-monde: importations, exportations, solde de la balance commerciale</i>	
❑ <i>Principaux fournisseurs et clients de la Suisse</i>	
❑ <i>Evolution du commerce avec les pays partenaires commerciaux dans le tiers-monde</i>	
1.2. COMPOSITION DES ÉCHANGES DE LA SUISSE AVEC LE TIERS-MONDE	241
❑ <i>Ensemble des pays du tiers-monde</i>	
❑ <i>Ensemble du monde</i>	
❑ <i>Principaux exportateurs de pétrole</i>	
❑ <i>Principaux exportateurs d'articles manufacturés</i>	
❑ <i>Autres pays du tiers-monde</i>	
❑ <i>Pays les moins avancés (PMA)</i>	
1.3. ORIGINE ET DESTINATION DES MARCHANDISES ÉCHANGÉES ENTRE LA SUISSE ET LE TIERS-MONDE, PAR CATÉGORIES	244

- *Matières premières et demi-produits*
- *Produits énergétiques*
- *Biens d'équipement*
- *Biens de consommation*
- *Métaux précieux et pierres gemmes*
- *Objets d'art et antiquités*

2.	FLUX FINANCIERS	251
<hr/>		
	COMMENTAIRE	251
2.1.	APERÇU GÉNÉRAL DES FLUX FINANCIERS DESTINÉS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT	255
	□ <i>Flux nets en provenance de la Suisse</i>	
	□ <i>Flux nets en provenance des pays membres du CAD</i>	
2.2.	RELATIONS ENTRE LE REVENU NATIONAL BRUT, LES FLUX NETS DE CAPITAUX PRIVÉS ET L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	258
	□ <i>Comparaisons entre les pays membres du CAD</i>	
2.3.	APERÇU DES RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LE MONDE	259
	□ <i>Emprunts de débiteurs étrangers</i>	
	□ <i>Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse</i>	
2.4.	INVESTISSEMENTS DIRECTS SUISSES À L'ÉTRANGER	264
	□ <i>Répartition géographique des flux et stocks d'investissements par année</i>	
	□ <i>Effectif du personnel en fin d'année</i>	
<hr/>		
3.	AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	269
<hr/>		
	COMMENTAIRE	269
3.1.	VUE D'ENSEMBLE DE L'AIDE PUBLIQUE ET PRIVÉE VERSÉE PAR LA SUISSE	274
	□ <i>Aide publique au développement APD pour les pays en développement</i>	
	□ <i>Aide publique aux pays d'Europe centrale et orientale et pays en développement plus avancés</i>	
	□ <i>Dons des organismes privés bénévoles</i>	
3.2.	VUE D'ENSEMBLE DE L'AIDE PUBLIQUE ET PRIVÉE VERSÉE PAR LES PAYS DU CAD	276
	□ <i>Aide publique au développement pour les pays en développement</i>	
	□ <i>Aide publique aux pays d'Europe centrale et orientale et pays en développement plus avancés</i>	
	□ <i>Dons des organismes privés bénévoles</i>	
3.3.	AIDE PUBLIQUE ET PRIVÉE EN SUISSE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX PAYS EN TRANSITION	277
3.4.	AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	279
	□ <i>Les vingt premiers pays destinataires</i>	
3.5.	CONTRIBUTIONS MULTILATÉRALES D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ET D'AIDE PUBLIQUE, PAR ORGANISATION	280
3.6.	CONTRIBUTIONS CANTONALES DESTINÉES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX PAYS EN TRANSITION	282

3.7. CONTRIBUTIONS COMMUNALES DESTINÉES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX PAYS EN TRANSITION	279
3.8. AIDE PRIVÉE DES ONG, PROJETS FINANCÉS PAR LES FONDS PRIVÉS	286
<hr/>	
4. RELATIONS DE LA SUISSE AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION	287
<hr/>	
4.1. SYNTHÈSE DES RELATIONS DE LA SUISSE AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS EN TRANSITION	287
4.2. RELATIONS AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	288
4.3. RELATIONS AVEC LES PAYS EN TRANSITION	288
<hr/>	
5. APPENDICE	293
<hr/>	
5.1. SIGNES UTILISÉS, TAUX DE CHANGE ET REMARQUES	293
5.2. COMPOSITION DES GROUPES DE PAYS	293
▫ <i>Statistique du commerce international</i>	
▫ <i>Statistiques des flux financiers et de l'aide publique de développement</i>	
5.3. PRINCIPALES SOURCES	297
 INDEX	 299
 ABRÉVIATIONS	 315
 LISTE DES PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE ÉTABLIE PAR LE CAD	 319

INTRODUCTION

VINGT-DEUX ANS après sa création, l'*Annuaire Suisse-Tiers Monde* se présente à ses lectrices et lecteurs sous un nouveau nom et une nouvelle forme. Le nouvel *Annuaire suisse de politique de développement* paraîtra désormais en deux livraisons semestrielles, au printemps et en automne. Pourquoi cette mutation ? Quelle est l'ambition de ce nouveau titre ?

En 1981, lorsque paraît le premier volume de l'*Annuaire Suisse-Tiers Monde*, la rivalité Est-Ouest façonne encore largement les relations entre pays industriels et en développement. Les pays du Tiers Monde, confrontés à deux grands modèles de développement rivaux, forment encore – du moins en apparence – un ensemble politico-économique qui veut faire valoir ses intérêts communs face aux pays riches. Le concept de Tiers Monde exprime encore – par analogie avec celui de Tiers Etat de la Révolution française – l'aspiration des pays pauvres à obtenir une plus équitable participation à la richesse des nations et une influence moins dérisoire sur les affaires du monde. Le concept dominant de développement exprime encore avant tout un retard économique et social par rapport à la référence que sont les pays riches. L'ambition de notre publication – reflétée dans son titre – est alors de rendre compte, année après année, des relations de la Suisse avec les pays du Tiers Monde et de les analyser de façon critique sous l'angle de leur impact sur le développement économique et social de ces pays.

Vingt ans plus tard, la réalité est tout autre. La guerre froide a pris fin, ce qui a donné un prodigieux coup d'accélérateur à la globalisation de l'économie et de la société mondiales qui était en marche depuis plusieurs siècles. Un seul modèle de développement subsiste, dont l'objectif est de promouvoir la croissance économique par l'économie de marché; les pays en développement sont amenés, bon gré mal gré, à s'y conformer en s'intégrant dans l'économie mondiale. L'ensemble formé par les pays en développement est devenu de plus en plus hétérogène et l'on chercherait en vain aujourd'hui des manifestations de son unité lors des grandes négociations internationales. Enfin, le concept de développement a acquis de nouvelles dimensions en intégrant la gestion durable des ressources naturelles, les droits de l'homme et la bonne gestion des affaires publiques.

Cette mutation rend de plus en plus caduque la dichotomie traditionnelle entre pays «développés» et pays «en développement», car en effet chaque région du monde est aujourd'hui confrontée à des problèmes de développement :

- Une partie importante de la population de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine continue d'être confrontée à la pauvreté massive, à l'insécurité extrême de la vie quotidienne, liées notamment à de profondes inégalités dans l'accès aux ressources et aux services de base. Si sa géographie a changé, le Tiers Monde existe bel et bien toujours. Il se situe dans les pays dits «les moins avancés», qui se trouvent plus ou moins dans la même situation qu'il y a un quart de siècle. D'autres pays à revenu intermédiaire se voient confrontés aux problèmes de société des pays industriels (pollution,

engorgement des agglomérations, problèmes de santé des sociétés d'abondance), alors qu'une partie de la population continue de subir tous les fléaux de la misère.

- Pour les pays à revenus élevés appartenant à l'OCDE, les problèmes de développement sont liés aux conséquences du vieillissement marqué de la population, au défi de la construction d'une société multiculturelle, ainsi qu'à la pérennité de modes de consommation qui pèsent lourdement sur l'environnement naturel et qui ne sont certainement pas généralisables à l'échelle de la planète.
- Quant aux pays ayant appartenu à l'ancien bloc soviétique, ils présentent eux aussi une grande hétérogénéité. Ils connaissent cependant – dans des proportions très diverses il est vrai – des problèmes de développement liés aux profondes mutations économiques, sociales et institutionnelles en cours, au faible niveau de développement économique et social de certaines régions, ainsi qu'à la précarité dans laquelle vit une partie de la population. Cela n'empêche pas certains d'entre eux d'être aussi touchés par des problèmes des pays de l'OCDE à revenus élevés.

La mondialisation a – pour le meilleur et pour le pire – renforcé les interdépendances : les facilités offertes par la communication planétaire, la circulation plus aisée de la connaissance, des biens et des services offrent de nouvelles possibilités à celles et ceux qui y ont accès. L'intégration équilibrée et voulue – telle que mise en œuvre au sein de l'Union européenne – est un facteur de paix et de stabilité. Mais, d'un autre côté, les problèmes sont aussi devenus globaux, ainsi qu'en témoignent par exemple la dégradation de l'environnement naturel, la violence armée, la « mal gouvernance » des affaires publiques, ou la criminalité mafieuse sous ses diverses formes. Ces problèmes ont des conséquences globales quels que soient les lieux où ils prennent naissance ; ils ne peuvent être gérés que par la coopération internationale.

* * *

En modifiant le titre de notre Annuaire, nous affichons les trois ambitions de notre politique éditoriale :

- poursuivre la présentation et l'analyse des relations de la Suisse avec les pays en développement, en mettant l'accent sur leur impact dans les pays à faible revenu ;
- intégrer dans le champ couvert par le nouvel Annuaire le constat que les problèmes de développement des pays pauvres ne peuvent plus être abordés sans les articuler aux problèmes globaux de la société mondiale, d'une part, aux évolutions structurelles propres aux pays à hauts revenus, d'autre part. Nous accorderons une attention particulière aux problèmes de l'environnement, à la lutte contre la pauvreté, aux mouvements migratoires, à la sécurité internationale ;
- situer enfin les politiques de la Suisse dans le domaine du développement par rapport à celles d'autres membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, et en particulier de l'Union européenne.

Il s'agit donc d'intégrer de façon cohérente dans notre nouvelle publication les évolutions qui se sont dessinées au cours des deux dernières décennies dans la problématique du développement international, en présentant les politiques des divers acteurs, leur cohérence et leur impact. Cela se fera sans abandonner la vocation initiale de l'Annuaire de mettre l'accent sur la dynamique des inégalités économiques et sociales tant à l'intérieur des Etats que sur le plan international.

* * *

Chaque volume du nouvel Annuaire comportera désormais deux fascicules: le premier, intitulé *Faits et statistiques*, paraîtra au printemps; le second publiera des articles issus de travaux de recherche ainsi que des prises de position sur des thèmes de politique de développement. Le numéro 2 de l'Annuaire 2003, qui paraîtra cet automne, aura pour thème *Coopération internationale et société de l'information*, thème choisi en fonction du Sommet mondial sur la société de l'information qui se tiendra à Genève en décembre 2003.

Faits et statistiques comprend une douzaine de chapitres qui relatent les événements (conférences internationales, travaux législatifs en Suisse, parution de documents importants) ayant marqué l'année 2002.

- Une première partie présente les enjeux et les stratégies de la politique extérieure de la Suisse (*chapitre 1*), avec un fort accent sur l'analyse de la coopération de la Suisse avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine (*chapitre 2*), de la coopération avec les pays de l'Est (*chapitre 3*) ainsi que de l'aide humanitaire (*chapitre 4*).
- Une deuxième partie présente les relations économiques de la Suisse avec les régions concernées: la politique économique extérieure et ses différents instruments (*chapitre 5*), le commerce mondial (*chapitre 6*) et les relations financières internationales (*chapitre 7*). Pour ces deux derniers chapitres, une présentation générale des flux financiers et commerciaux est offerte aux lecteurs, ainsi qu'un résumé des travaux et des négociations en cours auprès des organisations internationales concernées; la position de la Suisse est largement décrite. Le *chapitre 8* est consacré au rôle de la Suisse comme place financière internationale.
- La troisième partie couvre des problèmes globaux ayant d'importantes conséquences sur les relations Nord-Sud: le développement humain et les droits de l'homme (*chapitre 9*), l'environnement et le développement (*chapitre 10*), la politique de paix et de sécurité (*chapitre 11*). Un dernier chapitre s'attache à présenter l'évolution du droit d'asile et la politique de migration en Suisse.

Dans la partie «Statistiques» de cet ouvrage, nous présentons des données chiffrées sur les relations de la Suisse avec les pays en développement et les pays en transition: commerce extérieur et flux financiers. Parmi ces derniers, l'accent est mis sur l'aide publique au développement (APD) et sur les flux privés (flux d'investissement, flux bancaires et dons des ONG). Les statistiques proviennent de sources diverses (Direction des douanes, Banque nationale suisse, DDC). Cette présentation d'ensemble des relations entre la Suisse et ces

pays permet d'analyser l'importance relative du commerce, des investissements directs, des flux bancaires de l'aide au développement (publique et privée) pour les différentes régions et selon le niveau de revenu *per capita* des pays.

* * *

En procédant à cet *aggiornamento* de l'Annuaire, nous voulons donc offrir à nos lectrices et lecteurs un ouvrage de référence et de réflexion qui

- rassemble toutes les données pertinentes sur les relations de la Suisse avec les pays en développement et en transition; et
- présente et analyse la politique de la Suisse à l'égard de ces pays à la lumière de l'évolution des problèmes globaux et de la coopération internationale.

Comme chaque année, nous avons pu compter pour réaliser cette publication sur l'appui et les conseils de nombreux spécialistes au sein de l'Administration fédérale, des ONG, des associations faitières et des milieux académiques. Je leur adresse mes vifs remerciements ainsi qu'à toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la conception et à la réalisation de ce nouvel Annuaire; la fiabilité de l'Annuaire repose sur leur compétence et leur engagement.

Jacques Forster
Professeur à l'iuéd, Directeur de la rédaction